



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

POUVOIR ADJUDICATEUR (PA)

ÉTAT - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
PRÉFET DE MAYOTTE

REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)

SERVICE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE DE LA POLICE NATIONALE DE MAYOTTE

OBJET DE LA CONSULTATION

RELATIF A UN VECTEUR D'INTERVENTION DE TYPE SEMI-RIGIDE ÉQUIPE DE LA
TECHNOLOGIE FOIL

PROCÉDURE

APPEL A COMPÉTENCE / DEMANDE D'INFORMATIONS

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

22 MARS 2024 - 14H00

RÉFÉRENCE PUBLIQUE POUR LA DÉMATÉRIALISATION

SATPN976-RFI-2024-VECTEUR D'INTERVENTION

Table des matières

-	Article 1 – AVERTISSEMENT.....	3
-	Article 2 – CONTEXTE.....	3
-	Article 3 – LES BESOINS DE LA PRÉFECTURE DE MAYOTTE.....	4
-	Article 4 – EXIGENCES FONCTIONNELLES.....	4
-	Article 5 – MODALITÉ DE MISE EN ŒUVRE DE L'APPEL A COMPÉTENCE.....	5
-	Article 6 – QUESTION ET CADRE DE RÉPONSE.....	6
-	Article 7 – MODALITÉ DE CORRESPONDANCE.....	6
-	Article 8 – ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L'ISSUE DE L'APPEL À COMPÉTENCE.....	7
-	Article 9 – GLOSSAIRE.....	8
-	Article 10 – ANNEXE 1 – CADRE RÉPONSE.....	8

Article 1 - AVERTISSEMENT

Le présent appel à compétence, par sa **Demande d'Informations (DI)** ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement de l'État à lancer ultérieurement une opération ou une contractualisation sur l'objet de la présente DI.

À ce stade amont de la réflexion, la réponse des « opérateurs compétents » à cette DI est une démarche volontaire et non discriminante. La présente DI s'adresse aux « opérateurs compétents » de l'Union Européenne.

Réciproquement, les réponses à la DI ne constitueront pas des engagements contractuels ou pré-contractuels de la part de leurs auteurs.

Les « opérateurs compétents » seuls ou en groupement sont informés qu'ils ne peuvent prétendre à aucune indemnité, et/ou rémunération, et/ou remboursement de frais pour les prestations réalisées dans le cadre des travaux qu'ils engageraient pour répondre à cette DI (y compris la remise de leurs réponses, les entretiens éventuels en présentiel ou distanciels qui pourraient s'ensuivre).

Les sociétés souhaitant répondre à la présente DI peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins exprimés.

Article 2 - CONTEXTE

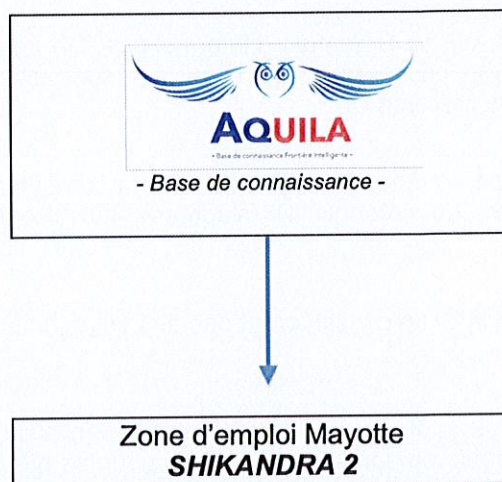
La sécurisation des frontières maritimes est un enjeu majeur pour la protection des territoires insulaires et en particulier celles de Mayotte.

Dans le cadre du programme Frontières Intelligentes du ministère de l'Intérieur, une base de connaissance exhaustive recensant l'ensemble des technologies de sécurité maritime ayant atteint un niveau de maturité maximal (TRL9) est en cours de réalisation. Il s'agit de la base de connaissance AQUILA.

AQUILA vise à regrouper l'arsenal des solutions les plus avancées et éprouvées, s'appuyant sur des innovations technologiques pour renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. Régionalisée en fonction des besoins, AQUILA est utilisée pour chaque zone d'emploi au travers d'un projet dédié. La zone d'emploi du présent RFI porte le nom de SHIKANDRA 2 et concerne Mayotte.

L'architecture envisagée pour SHIKANDRA 2 sera le fruit d'une sélection rigoureuse des briques technologiques les plus adaptées, provenant d'une série de RFI (Request for Information) dont le présent RFI dédié à un vecteur d'intervention de type semi-rigide équipé de la technologie Foil.

L'approche privilégiée pour SHIKANDRA 2 se fonde sur la recherche de solutions simples, efficaces, intégrables, évolutives et maintenables à moindre coût pour le ministère de l'Intérieur. Cette approche modulaire permettra d'assembler un ensemble cohérent et fonctionnel, combinant diverses technologies sélectionnées pour répondre aux défis spécifiques de la surveillance maritime à Mayotte.



Article 3 - Les besoins de la préfecture de Mayotte

Une réflexion est engagée à titre exploratoire par la préfecture de Mayotte qui souhaite connaître l'état du marché fournisseur dans le domaine des vecteurs d'intervention rapide.

Nous sommes actuellement à la recherche d'un partenariat pour la location d'un semi-rigide d'intervention équipé de la technologie de foil pour mener une démonstration au large de Mayotte. L'objectif est de tester sa capacité à naviguer de manière stable et rapide, y compris au-dessus de la barrière de corail, offrant ainsi une alternative aux passes conventionnelles. Cette démonstration, d'une durée prévue d'un mois minimum, sera précédée d'une semaine de formation à l'utilisation de ce navire.

Article 4 - Exigences Fonctionnelles

1. Besoin :

1. Semi-Rigide d'Intervention : Proposition de semi-rigides spécialement conçus pour les opérations d'intervention et de patrouille en mer, équipés de la technologie des foils rétractables pour une amélioration de la vitesse et de la stabilité.
2. Technologie des Foils : Description détaillée de la technologie des foils utilisée, y compris les spécifications techniques des foils, leur conception et leur fonctionnement pour garantir des performances optimales.
3. Performances : Informations sur les performances attendues du semi-rigide, notamment en termes de vitesse minimale à maintenir de 30 nœuds, de manœuvrabilité et de stabilité dans des conditions maritimes variées avec et sans utilisation des foils.
4. Conception et Construction : Détails sur la conception et la construction du semi-rigide, en mettant l'accent sur la robustesse, la durabilité et l'adaptabilité aux exigences opérationnelles spécifiques des FSI de Mayotte.

2. Exigences Techniques :

- possibilité de naviguer avec au moins 6 personnes à bord
- coque environ de 7m à 8m
- Capacité à maintenir une vitesse minimale de 30 nœuds avec la technologie des foils, et vitesse maximale d'environ 50 nœuds.

- Stabilité et manœuvrabilité accrues pour les opérations d'intervention et de patrouille en mer.
- Les foils sont rétractables, et de manière assistée.
- Adaptabilité aux conditions maritimes locales, y compris les vagues, les courants et les vents.
- la motorisation doit prendre en compte le parc existant à Mayotte pour améliorer la résilience et assurer une maintenance aisée sur du matériel connu.
- Concernant les équipements embarqués et intégrés.
 - la dernière version du logiciel Maxsea Timezero disposant d'un radar de navigation sur un écran de 21 pouces connecté en 4G/satLink au centre à terre permettant de contrôler l'ensemble à distance, et de transmettre des informations détectées localement (pistes radar et AIS, vidéos, images) et de recevoir les informations de météo, et autres données pertinentes.
 - un sondeur.
 - un AIS.
 - une caméra IR PTZ pilotable à distance et pouvant être asservie sur une piste.
 - un illuminateur PTZ puissant pilotable à distance et pouvant être asservie sur une piste ou un dispositif d'éblouissement du même type sur tourelle.
 - une radio VHF.
 - une antenne Starlink et son abonnement permettant de connecter le système à internet.
 - un panneau solaire permettant de recharger des batteries, et permettant d'alimenter le système global,
 - un système de communication audio filaire avec réduction de bruit et au moins 2 casques,

L'ensemble sera intégré dans une petite cabine (qui doit pouvoir être hermétique en cas de conditions météo défavorables)

3. Fonctionnalités Complémentaires :

- bittes d'amarrages à l'avant et à l'arrière pour tracter et boudins de protection.
- tout le nécessaire à la navigation.

4. Documentation et Support :

- Plans détaillés de la conception de la plateforme.
- Support technique pour l'installation et la maintenance.

5. Calendrier et Coûts :

- Proposition de location sur Mayotte pendant 3 mois, avec une proposition de location longue durée avec option d'achat.

Article 5 - Modalité de mise en œuvre de l'appel à compétence

Dans le cadre de l'appel à compétence, la présente demande d'information (DI) constitue la première étape de la consultation des fabricants/ équipementiers de solutions d'un vecteur d'intervention afin de sonder la capacité du marché à répondre en tout ou partie des besoins de la préfecture de Mayotte.

Les réponses obtenues permettront d'identifier des solutions techniques (équipements) novatrices et aptes à une utilisation sur le terrain. Les fournisseurs peuvent aussi proposer d'eux-mêmes des fonctionnalités complémentaires, qui pourraient apporter des capacités utiles à l'action LIC.

Cette DI s'adresse aussi bien aux opérateurs leaders sur le marché qu'aux startups, TPE, PME, centre de recherche ou toute autre entité située en France ou au sein de l'Union européenne.

Article 6 - Question et cadre de réponse

Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant le cadre en annexe du présent document.

Article 7 - Modalité de correspondance

7.1 Objectif de la demande d'information

La DI est volontairement rédigée de manière à présenter les besoins de la préfecture de Mayotte pour son projet de vecteur d'intervention équipé de la technologie Foil et ne présente qu'une orientation vers des solutions. L'objectif recherché est de laisser une liberté de réponse sans brider les propositions.

Les « opérateurs compétents » sont invités à apporter un maximum d'éléments pour étayer leur réponse (niveaux de service, incidence sur les prix, contraintes, points d'attention, etc).

7.2. Demande de précisions relatives à la demande d'informations

Les « opérateurs compétents » peuvent demander des précisions, d'ordre administratif ou techniques sur cette DI, qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur réponse.

Le cas échéant, la demande de précisions doit être adressée à la préfecture de Mayotte par voie dématérialisée, via la plate-forme des achats de l'État : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La préfecture de Mayotte se réserve la possibilité d'apporter les réponses nécessaires. Ces réponses seront transmises collégialement aux entreprises s'étant inscrites dans cette démarche d'appel à compétence et ce, par voie électronique.

7.3. Remise de la réponse sur PLACE

Les « opérateurs compétents répondants » remettent leur réponse par dépôt sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La préfecture de Mayotte ne souhaite qu'un seul exemplaire électronique de la réponse.

7.4 Demande de précisions sur la teneur des réponses

La préfecture de Mayotte peut demander aux « opérateurs compétents répondants » de préciser la teneur de leur réponse. Ces demandes sont adressées aux « opérateurs compétents » via la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et les éléments de réponses sont également transmis par cette plateforme. Ils peuvent aussi demander des précisions au ministère de l'Intérieur par voie dématérialisée, via les adresses courriels suivantes :

Thibaut.mylander@mayote.pref.gouv.fr

Carol.furgal@interieur.gouv.fr

Franck.junca@interieur.gouv.fr

7.5. Envoi des réponses

L'« opérateur compétent répondant » fournira une réponse unique, transverse et raisonnée sur l'ensemble de la problématique présentée dans la présente Demande d'Information (DI). La réponse à la DI peut être une réponse groupée, à laquelle participent plusieurs opérateurs compétents, selon des modalités librement définies par les membres du groupement. Les sociétés souhaitant répondre à la présente Demande d'Information, peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins évoqués précédemment. La réponse est impérativement en français. Les réponses des « opérateurs compétents » devront être remises au plus tard le 22 mars 2024 à 14H00 selon les modalités prévues dans le présent document, avec des fichiers compatibles avec les logiciels de bureautique Microsoft Office, Libre office ou au format « PDF ».

7.6. Organisation d'entretiens individuels avec les « opérateurs compétents répondants »

A l'issue de la réception des réponses aux demandes d'informations, l'administration se réserve la possibilité de contacter les « opérateurs compétents répondants » afin de réaliser un entretien avec eux sous la forme d'une audioconférence (il vous sera communiqué le numéro de téléphone (numéro non surtaxé) et le code d'accès associé par courriel d'invitation ou par question directement posé sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Article 8 - ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L'ISSUE DE L'APPEL À COMPÉTENCE

La campagne d'évaluation qui pourraient éventuellement être menée à l'issue de l'appel à compétence auprès de certains « opérateurs compétents répondants » ne constitue en aucune façon un engagement de l'État à acquérir ultérieurement la ou les solution(s) présentées(s) à cette occasion. Toute acquisition future sera menée dans le respect des règles de concurrence, conformément aux procédures prévues par la réglementation en matière de marchés publics.

Article 9 - Glossaire

Sans objet.

Article 10 - ANNEXE 1 – CADRE REPONSE

Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant scrupuleusement le format proposé ci-dessous :

1. Information sur l'opérateur compétent :

1. Informations générales – Identification de l'opérateur

Raison sociale		
Date de création de la société		
Domiciliation de la société		
Adresse postale		
Pays		
Numéro RCS ou équivalent		
Nom du contact pour cette DI		
Téléphone portable		
Téléphone fixe		
Adresse mail du contact		
Êtes-vous favorable à un entretien individuel dans l'éventualité où l'administration souhaiterait l'organiser avec votre société	OUI	NON

• Si le siège de votre société n'est pas domicilié en France :

Avez-vous des filiales en France ?

• Où sont situés vos sites de production et plus particulièrement ceux en lien avec votre activité liée avec l'objet du présent appel à compétence ?

• Veuillez **présenter succinctement l'organigramme de votre entreprise** ci-dessous ou joindre un document dans votre réponse à cet effet :

L'opérateur compétent doit décrire son organisation interne, ses domaines de compétence et donner une indication sur les moyens humains consacrés aux opérations ou programmes en relation avec l'objet de la présente DI (R&D, production...).

2. Informations générales – Informations financières

Nom des actionnaires principaux	Part du capital

Années	Chiffre d'Affaires (dont relatif à l'objet de la présente DI)	Effectifs moyens (dont relatifs à l'objet de la présente DI)
2022		
2021		
2020		

3. Informations spécifiques

- Quelle est l'ancienneté sur ce type de prestations et moyens humains affectés ?
- Positionnement par rapport à la concurrence : points forts, valeur ajoutée par rapport à vos concurrents ?
- Principaux clients sur ce type de prestations ?
- Projection de vos prestations dans les 5 années à venir ?

Remarque : dans le cas d'une réponse conjointe de plusieurs opérateurs compétents, les éléments demandés dans cette section sont à fournir pour chacun des opérateurs impliqués dans le groupement.

2. Information sur la solution technique de l'opérateur compétent:

2.1. Performance des vecteurs d'intervention radar et leur intégration :

Information sur la solution technique de l'opérateur compétent :

2.1. Performance du vecteur

Performances de la plateforme à la mer		
QUESTIONS		OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
A 1	Quels sont les dimensions de votre produit ?	
A 2	Quel tirant d'eau minimal faut-il lorsque les foils sont déployés ?	
A 3	Quelle motorisation préconisez-vous ?	
A 4	Votre Semi-Rigide est-il prévu pour résister au vandalisme (crevaision) ?	
A 5	Quels équipements intégrés vous ? détaillez chaque équipement électronique à bord.	
A 6	Quel type de source d'énergie proposez-vous ? et quel type de batterie ?	
A 7	Peut-on installer sur l'intercepteur une caméra	

	de vidéosurveillance ? et si oui, que proposeriez-vous sachant les conditions d'utilisation du navire ?		
A 8	Quel est l'autonomie de votre solution ?		
A 9	Cette solution équipe-t-elle déjà les forces armées ou de sécurité ? et disposez-vous de retour d'expérience ?		
A 10	Le navire devant évoluer dans un parc marin avec des espèces protégées, que pouvez-vous préciser sur le risque de collision avec les foils des mammifères marins par exemple ?		

2.2. Installation / Intégration du dispositif

Installation / Intégration du dispositif			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
D 1	Le dispositif est-il livrable à Mayotte ? Pouvez-vous détailler la logistique de la livraison et de la mise en service de l'intercepteur à Dzaoudzi ?		
D 2	Vos techniciens et spécialistes communiquent-ils en langue française ?		

2.4. Formation

Formation			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
I1	Votre société assure-t-elle la formation des utilisateurs, en français ? En présentiel ?		

I2	Proposez-vous plusieurs types de formation (exploitation, administration, réparation, montage...) ?		
I3	Quelle est la durée de la formation ?		

2.5 Évolutivité

Évolutivité			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
J1	Votre dispositif est-il évolutif ? Quelles autres options proposez-vous ?		

2.6. Maintenance

Maintenance			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
K1	Quelles sont les récurrences et durées des maintenances ?		
K2	Faut-il caréner la plateforme régulièrement et la traiter contre le biofouling ? quid des moteurs?		
K3	Comment est prévue la prise en charge des opérations de maintenance pour un matériel installé sur la PF ?		
K4	Quel est le délai moyen d'intervention dans le cadre de la garantie ?		
K5	Existe-t'il une « hotline » ? Sur quelle plage (jours/heures) ?		
K6	Quelle est la durée de garantie de votre dispositif ?		
K7	En cas d'indisponibilité du		

	dispositif ou de l'un des périphériques notamment pour maintenance, mettez-vous à disposition un dispositif de substitution ?		
K8	Pendant combien d'années garantisiez-vous le maintien en condition opérationnelle de votre dispositif pour la partie matérielle ?		

2.7 Impact financier

Impact financier : définir les différents impacts financiers des questions posées ci-dessus, notamment

	QUESTIONS	RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
L1	Quel est le coût estimé du dispositif complet que vous proposez ? plusieurs versions sont envisageables ?		
L2	Quel est le coût estimé d'une démonstration in situ de 3 mois ?		
L3	Quel est le coût d'une journée de formation ? Pour combien de personnes ?		
L3	Quel serait le cout d'une location d'un an ? avec Option d'achat ?		

2.8. Autres informations éventuelles (forme libre)

L'opérateur compétent peut fournir toute information complémentaire et pertinente en regard de la présente DI.

Si le dispositif proposé par votre société présente des aspects non abordés par les précédentes questions, vous pouvez les détailler :

--	--

A DZAOUDZI, le 21/02/2024

Pour le Préfet, et par délégation
Le sous-préfet, chargé de la Lutte contre l'Immigration Clandestine



FREDERIC SAUTRON

